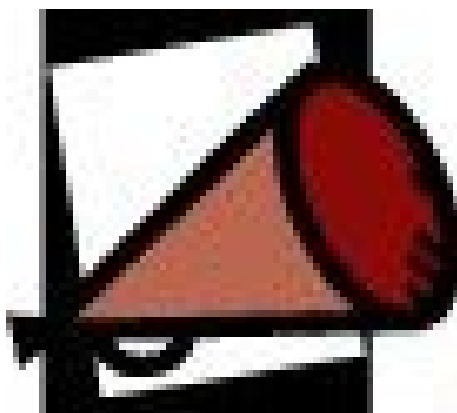


<https://www.pressegauche.org/2e-partie-de-l-entrevue-avec-Gilbert-Achcar-Les-mobilisations-en-Egypte-a-u>



# Gilbert Achcar : Les mobilisations en Égypte, au Liban, en Iran et en Irak

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 10 décembre 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Gilbert Achcar a grandi au Liban et enseigne les études de développement et les relations internationales à la SOAS de Londres. Parmi ses livres, citons *The Clash of Barbarisms*, publié dans une deuxième édition élargie en 2006 ; un livre de dialogues avec Noam Chomsky sur le Moyen-Orient, *Une puissance périlleuse : la politique étrangère du Moyen-Orient et des États-Unis* (2e édition en 2008) ; et *Les Arabes et l'Holocauste : La guerre des narrations israélo-arabe* (2010). Il est membre du parti travailliste de Kingston.**

## **L'ÉGYPTE**

**Question : À la fin du mois de septembre, des manifestants de toute l'Égypte sont descendus dans les rues pour demander la démission du président Sisi. Cette fois-ci, contrairement à 2011, le mouvement n'a pas réussi à mobiliser le nombre de personnes nécessaires pour provoquer un quelconque changement politique. Il a été rapidement et violemment écrasé par les forces de sécurité de Sissi. En ce qui concerne l'Égypte, quelle est la différence entre 2011 et 2019 ? Et pourquoi les peuples soudanais et algérien ont-ils réussi à occuper les rues alors que leurs frères et soeurs égyptiens ont échoué ? Qu'est-ce qui est différent en Égypte cette fois-ci ?**

Gilbert Achcar : J'ai déjà mentionné les illusions que le peuple égyptien s'étaient faites sur l'armée lorsqu'elle a renversé Moubarak en 2011. Ces illusions n'ont pas duré longtemps. Mais en 2012, les Frères musulmans sont arrivés au pouvoir avec l'élection de Mohamed Morsi à la présidence. Un an plus tard, dans le contexte d'une gigantesque mobilisation populaire contre son pouvoir, Morsi se laissa renverser par l'armée, le peuple renouant avec ses illusions que l'armée pouvait être une force de changement progressiste. Les illusions étaient encore plus fortes cette fois-ci, en raison de la grande frayeur engendrée par le comportement des Frères Musulmans au pouvoir. Cette situation a finalement abouti à l'élection de Abdel Fattah el-Sissi à la présidence en 2014, suscitant de grandes attentes dans la population. Et Sissi s'est rapidement avéré bien pire que ses prédécesseurs.

Le régime qu'a instauré Sissi est le plus répressif qu'a connu l'Égypte depuis des décennies : un régime néolibéral dictatorial qui a mis en oeuvre de manière brutale toutes les recommandations d'austérité du FMI, entraînant un appauvrissement massif et une inflation considérable. Les prix de la nourriture, des denrées de base, du carburant, des transports - tous des besoins de base - ont considérablement augmenté. Normalement, les gens seraient descendus dans la rue en grand nombre pour demander l'abrogation de ces mesures, mais ils en ont été dissuadés par le contexte répressif.

Suite au deuxième coup d'État en 2013, les Frères musulmans ont déclenché une répression sanglante et un climat de terreur s'est abattu sur l'Égypte. En plus de cette situation très accablante, il faut ajouter que la population ne voit pas d'alternative au régime à l'heure actuelle. C'est une partie cruciale du problème en effet. Et cela nous ramène à la question des alternatives populaires représentées par des groupes, des organisations et des associations - le problème du leadership. Les récentes tentatives de mobilisation contre Sissi en septembre ont été significatives, mais elles n'ont pas atteint le niveau requis pour renverser un gouvernement dictatorial. Il faudrait au moins quelque chose de l'ampleur des événements survenus en 2011 pour y arriver.

Les récentes manifestations ont été déclenchées par un jeune entrepreneur qui avait l'habitude de faire affaire avec l'armée, y compris avec l'entourage de Sissi. Pour une raison quelconque, il s'est éloigné d'eux et s'est réfugié en Espagne, où il a lancé un appel au soulèvement par l'intermédiaire des médias sociaux. Cela n'a pas suffi à créer l'énorme mobilisation populaire nécessaire pour se débarrasser de Sissi.

Il y a un autre facteur qui contribue à affaiblir la mobilisation : c'est l'héritage laissé par la gauche égyptienne, qui a commis d'énormes erreurs, et qui dans sa grande majorité a soutenu le coup d'État de 2013, contribuant ainsi à nourrir des illusions sur l'armée et à se discréditer elle-même. L'Égypte aura besoin de quelque chose de similaire à ce que nous avons vu au Soudan ; c'est-à-dire la formation d'un réseau de base capable de mobiliser la population et de lui offrir une alternative. Un mouvement de masse suffisamment puissant pour faire tomber Sisi pourra voir le jour seulement si quelque chose d'analogue apparaît en Égypte.

### LE LIBAN

**Actuellement, on assiste probablement au plus grand soulèvement populaire de l'histoire du Liban, votre pays d'origine. Le mouvement a déjà obligé le gouvernement à retirer certaines des taxes régressives qu'il prévoyait mettre en application, taxes qui avaient déclenché les manifestations initiales. Le Premier ministre Hariri a annoncé sa démission. Jusqu'à maintenant, la mobilisation a donné des résultats significatifs ; le mouvement ne montre aucun signe de ralentissement et continue d'exiger le renvoi de toute la classe dirigeante. Quelle est la pertinence historique des manifestations actuelles et comment devrions-nous les comprendre dans le contexte du processus révolutionnaire à long terme qui se déroule dans la région ?**

Premièrement, je dois souligner que le Liban a connu un mouvement de masse plus important encore, si on considère l'histoire récente. En 2005, il y a eu une énorme mobilisation pour protester contre la volonté de la Syrie d'imposer sa domination sur le pays, incluant la présence de troupes syriennes sur le territoire. Dans la capitale Beyrouth, ces mobilisations ont pris des proportions beaucoup plus impressionnantes qu'aujourd'hui. Mais à cette époque, le pays était divisé selon des lignes sectaires : une contre-mobilisation massive du peuple, en majorité chiite, avait eu lieu pour soutenir le régime syrien.

Cette fois-ci, le mouvement s'est répandu dans tout le pays et c'est très impressionnant. C'est la première fois, en effet, qu'un soulèvement ne se limite pas à une partie ou à une moitié du pays. L'ensemble du pays est impliqué : toutes les régions se mobilisent et - plus important encore, étant donné la nature sectaire du système politique libanais - des personnes appartenant à toutes les sectes religieuses y participent. C'est extrêmement important.

C'est en utilisant le sectarisme, son outil de prédilection, que la classe dirigeante du Liban a traditionnellement contrôlé la société et empêché la montée des luttes sociales. Les vagues précédentes de lutte sociale ont été étouffées dans l'oeuf en attisant les divisions sectaires. Ce qui est le plus important dans le mouvement en cours et qui permet de créer une solidarité horizontale, c'est qu'il se soulève contre des politiques néolibérales très rudimentaires dans un pays caractérisé par de très hauts niveaux de corruption et d'inégalité sociale. La population en a tout simplement marre de tout cela.

Divers groupes sociaux composent le mouvement : les pauvres, les chômeurs, les travailleurs et la classe moyenne. L'État libanais a été si profondément dysfonctionnel au fil des ans que même les membres de la classe moyenne en ont assez du pouvoir en place ; ils veulent tous que ça change. Pour contrer la mobilisation sociale, il y a eu des tentatives de mobilisation sectaire ; le Hezbollah, qui fait partie de la coalition gouvernementale libanaise, en est le principal responsable ; c'est la force réactionnaire de premier plan ; il a menacé les manifestants avec des voyous et il défend les structures de pouvoir existantes.

Dans ce contexte, obtenir la démission du Premier ministre a été perçu comme une victoire majeure. Mais ce n'est qu'un premier pas ; les manifestants exigent que l'organisation de nouvelles élections soit préparée par un gouvernement qui n'est pas une autre coalition de partis politiques parlementaires, mais par ce qu'ils nomment un « gouvernement d'experts ». Cependant, au Liban comme en Algérie, le mouvement n'a pas encore de direction qui est reconnue comme telle ; c'est un soulèvement qui, à ses débuts, était véritablement spontané. Au cours des derniers jours, on a franchi des étapes importantes au niveau de l'organisation en s'inspirant de l'expérience

soudanaise.

Au début d'un soulèvement, c'est bien les "mouvements sans leader", mais pour aller de l'avant, le mouvement doit s'organiser sous une forme ou une autre. Un leadership est nécessaire - pas dans le sens d'un chef charismatique ou d'un « parti d'avant-garde », mais dans le sens d'un réseau d'organisations locales capables de coordonner et d'orienter le mouvement pour qu'il puisse réaliser ses aspirations. Vu sous cet angle, je ne prévois aucun changement radical au Liban prochainement. Ce que j'espère, c'est que ce premier soulèvement de masse à l'échelle nationale, qui en est encore à son stade initial, puisse réussir à mettre en place des structures organisationnelles capables de jouer un rôle dirigeant lors d'une future vague de lutte populaire aux objectifs clairs et radicaux.

### IRAN

**Au Liban, des groupes de personnes, principalement des partisans du Hezbollah, ont attaqué des manifestants et incendié des camps de manifestants. En Irak, les milices soutenues par l'Iran sont responsables de la plupart des meurtres. Nous connaissons l'implication du régime iranien au Liban, en Irak et en Syrie et ses relations avec ces pays. Pourquoi l'Iran tient-il à réprimer les mouvements de protestation en Irak et au Liban, et que penser de cette dynamique ?**

L'Iran est un gouvernement théocratique - le seul État théocratique au monde sauf le Vatican. C'est un gouvernement clérical, une sorte de régime qui ne peut être que profondément réactionnaire. Que ce gouvernement soit opposé aux États-Unis et à Israël ne signifie pas pour autant qu'il est progressiste comme certains le supposent à tort en appliquant la règle très erronée selon laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Si vous êtes vraiment progressiste, le régime iranien ne peut pas être votre ami même s'il est en contradiction avec Israël et l'impérialisme américain.

Ce n'est pas une position anti-impérialiste qui motive le régime iranien. En fait, ses dirigeants n'utilisent même pas ce terme. Ils se réfèrent aux États-Unis avec une expression religieuse - "le grand Satan". Le régime a son propre programme expansionniste et étend son influence par la mise en place de forces paramilitaires sectaires dans les pays voisins : en Irak, en Syrie, au Liban ainsi qu'au Yémen, même si ce pays n'a pas de frontière terrestre avec l'Iran.

En étendant son influence par de tels moyens, Téhéran n'a pas un quelconque agenda progressiste, mais construit un empire régional aussi néolibéral et corrompu que le régime iranien lui-même ; ce dernier est intervenu en Syrie pour contrer la révolution commencée en 2011. L'Iran et ses mandataires régionaux ont joué un rôle crucial en permettant au régime syrien de transformer le soulèvement en une guerre civile et de gagner cette guerre avec son aide et celui de la Russie. Il s'agissait d'une intervention contre-révolutionnaire flagrante, contrairement à ceux qui la soutiennent en tentant de la faire passer pour une stratégie anti-Israël et anti-américaine. Mais ce n'est pas vrai : ni Israël ni les États-Unis ne souhaitent le renversement du régime syrien. Obama a appelé à un compromis entre le régime et l'opposition : le président syrien se retirant pour rendre ce compromis possible.

Le caractère contre-révolutionnaire du régime iranien est également évident quand on regarde la manière dont il a réprimé les manifestations de masse en Iran même. Une grande vague de manifestations en 2009 a été brutalement réprimée ; elle a été suivie de grandes manifestations sociales en 2018 et début 2019, et toutes deux ont été réprimées de la même manière. Le régime iranien, par l'intermédiaire des forces paramilitaires qui sont connectées avec lui, a contribué à réprimer le soulèvement du peuple irakien. Une tentative similaire a eu lieu au Liban, mais à une échelle plus modeste pour le moment. L'Iran fait donc définitivement partie de la contre-révolution régionale. Avec le royaume saoudien, ils constituent deux pôles contre-révolutionnaires rivaux au niveau régional, tout comme la Russie et les États-Unis au niveau mondial.

## IRAK

**Pensez-vous que la stratégie de l'Iran c'est de provoquer les soulèvements populaires au point où les gens prendrait les armes en réponse à une répression extrêmement violente, situation qui fournirait un prétexte pour intervenir militairement ? L'Iran pousse-t-il délibérément les manifestants à réagir de manière violente, en particulier en Irak ?**

La situation en Irak est compliquée par le fait que les manifestants sont essentiellement chiites jusqu'à présent. C'est la communauté même que l'Iran tient à garder sous son contrôle. Il est donc de la plus haute importance que le soulèvement en Irak implique la population chiite en opposition ouverte à la domination iranienne. Téhéran ne peut pas se permettre de s'aliéner complètement ces masses, c'est pourquoi il tente maintenant de désamorcer les tensions et de trouver un compromis.

Au Liban, le soulèvement est interconfessionnel. Des personnes de toutes les sectes et communautés y participent. L'intervention répressive du Hezbollah a conduit pendant une courte période à une réduction de la participation des chiites aux manifestations dans les régions du pays contrôlées par le Hezbollah. Mais la poursuite du soulèvement a encouragé les chiites à le rejoindre.

Une différence importante entre le Liban et l'Irak réside dans le fait que, dans ce dernier pays, les sunnites sont restés généralement à l'écart ; ce n'est pas qu'ils désapprouvent le mouvement, mais parce qu'ils n'osent pas encore y adhérer. Les sunnites arabes sont devenus une minorité réprimée en Irak depuis le renversement du régime de Saddam Hussein, opprimés d'abord par les forces d'occupation américaines, puis par les forces sectaires chiites au pouvoir. C'est pourquoi les régions sunnites arabes ont été réceptives à Al-Qaida et à l'État islamique. Le soulèvement actuel dans ce pays a donc été essentiellement limité aux chiites jusqu'à présent, alors qu'au Liban, il est interconfessionnel depuis le début.

Le caractère anti-iranien du soulèvement en Irak est beaucoup plus prononcé qu'au Liban, où l'ingérence directe de l'Iran est moins importante ; et c'est l'une des raisons qui explique que la répression est plus sévère en Irak, où un grand nombre de personnes ont déjà été tuées. D'autre part, les manifestants tiennent beaucoup à s'en tenir à des formes de protestation non violentes, notamment au Liban, où le mouvement ressemble à ceux de l'Algérie et du Soudan. C'est parce que les manifestants savent que s'ils tombent dans le piège et permettent une escalade de la violence, les forces réactionnaires auront l'occasion de réprimer le mouvement et de le dissuader de continuer.

**La meilleure façon d'être solidaire : faire un soulèvement dans son propre pays**

**Il est clair que ce qui se passe dans la région arabe se produit aussi ailleurs. Nous parlons maintenant du Chili, de l'Équateur, d'Haïti, de Hong Kong, de la Catalogne : tout est connecté. Quand on n'habite pas dans ces pays, quel est le meilleur moyen de participer à cette lutte mondiale qui se globalise ? Quel est le meilleur moyen de faire preuve de solidarité internationale face au système contre lequel les gens se révoltent au niveau mondial ? La lutte doit aussi être mondiale. Quel est le meilleur moyen pour que la lutte devienne mondiale ?**

La meilleure façon d'être solidaire d'un soulèvement dans un autre pays est d'en faire un dans son propre pays. C'est évidemment le meilleur soutien. La propagation mondiale des soulèvements et des révoltes crée une dynamique qui profite à tous et à toutes. C'est très clair maintenant. Alors que les conversations tournaient globalement autour de l'extrême droite, maintenant on parle des révoltes anti-néolibérales globales, qui sont essentiellement des révoltes progressistes. Mais il est également important, bien entendu, d'exprimer une solidarité transfrontalière avec les soulèvements, avec leurs objectifs et leurs revendications progressistes.

Il est également crucial de condamner toute tentative réactionnaire de calmer les révoltes. Toute force qui tente de réprimer les soulèvements, que ce soit frontalement ou par des stratagèmes manipulateurs, doit être dénoncée. À l'avenir, on espère qu'avec la maturation des organisations de base, il y aura plus de liens directs entre les organisations locales, ce qui n'est pas le cas actuellement. Depuis le « Printemps arabe » de 2011, on a beaucoup parlé du rôle des médias sociaux et des nouvelles technologies de la communication pour faciliter la coordination des luttes locales. Il en va de même pour la solidarité entre les mouvements de divers pays. Aux deux niveaux, national et mondial, il est impératif de construire de véritables réseaux physiques pour porter la lutte à un niveau supérieur.

FIN DE L'ENTREVUE